

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### INSÉCURITÉ ET DÉLINQUANCE EN 2019 : BILAN STATISTIQUE

Mercredi 30 septembre 2020

Le Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI) publie aujourd'hui sa 4e édition du bilan statistique « Insécurité et délinquance » pour l'année 2019, dans un contexte exceptionnel : la sortie prévue initialement le 31 mars 2020 en a été décalée suite à la crise sanitaire liée au Covid-19 alors que, de manière inédite, un tableau de bord hebdomadaire de la délinquance enregistrée par la police et la gendarmerie a été publié pendant la période du confinement.

Consultez le bilan dans son intégralité en cliquant sur le lien :

<https://www.interieur.gouv.fr/Interstats/Publications/Hors-collection/Insecurite-et-delinquance-en-2019-bilan-statistique>

Ce bilan statistique annuel complète et affine la première photographie de la délinquance en 2019 publiée dès le 16 janvier 2020 dans l'*Interstats Analyse* n°24. Sont présentés ici des chiffres révisés, après prise en compte des requalifications des crimes et délits, intervenues dans le cadre des procédures pénales. A l'exception notable des homicides, les révisions sont minimales et les évolutions sont confirmées par rapport au premier bilan de janvier.

En 2019, le nombre de victimes d'homicides enregistrés est en hausse (+4 % sur un an) et s'élève désormais à 880 victimes après requalification (contre 970 et +9 % par rapport à 2018, avant requalification), dont 4 en lien avec un attentat terroriste.

Comme en 2018, les coups et blessures volontaires sur personnes de 15 ans ou plus enregistrent une forte hausse en 2019 (+8 %), résultant essentiellement de celle des violences intrafamiliales enregistrées (+ 14 % en 2019). Hors violences intrafamiliales, l'augmentation des coups et blessures volontaires est limitée à +4 %. A l'exception de l'Aude, des Hautes-Alpes et de la Somme, la hausse est généralisée sur le territoire.

Après une année 2018 marquée au niveau national par une hausse sensible du nombre de violences sexuelles enregistrées (+19 %), l'année 2019 affiche également une augmentation très



## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

nette de ces violences (+12 %) même si d'ampleur un peu moindre. A l'exception des Alpes de Haute Provence et du Cantal, la hausse est généralisée. A noter, dans le contexte de l'affaire Weinstein et des différents mouvements sur les réseaux sociaux pour la libération de la parole des victimes, que la part des victimes ayant porté plainte en 2019 pour des faits remontant à plus d'un an a augmenté, en particulier celle des plaintes pour des faits remontant à plus de 5 ans, qui est passée de 12,3 % début 2016 à 14,0 % fin 2019.

Les vols avec violence enregistrés sont en légère baisse en 2019 (- 2 %), et ceci dans la plupart des régions ; une exception notable est la forte hausse observée dans les Pays de la Loire. Ce type de délinquance concerne surtout les jeunes : en tant que victimes, avec un pic entre 18 et 24 ans ; mais aussi en tant qu'auteurs présumés (8 sur 10 ont moins de 30 ans).

Les vols sans violence contre des personnes enregistrés repartent à la hausse en 2019 (+3 %) après un très léger repli en 2018.

Les vols liés aux véhicules continuent à diminuer globalement en 2019 : la baisse est très légère mais poursuit donc, dans une certaine mesure, la tendance observée les années précédentes.

Les cambriolages de logements sont stables en 2019 même si l'évolution n'est pas uniforme sur le territoire : baisse pour le Centre-Val-de-Loire, la Normandie, la Bretagne et la Corse mais hausse pour les Hauts-de-France et la Bourgogne-Franche-Comté.

Les escroqueries et infractions assimilées sont en forte progression en 2019 (+11 %) alors que la tendance à la hausse était moins marquée en 2017 et 2018.

Les destructions et dégradations volontaires de biens diminuent très légèrement en 2019 (-1 %), alors que 2018 avait été marquée par une très forte progression en fin d'année, dans un contexte de manifestations sociales. Cette baisse est visible sur tout le territoire à l'exception de l'Île de France, de la Corse et de la Nouvelle Aquitaine.

Les territoires ultramarins restent globalement plus exposés que la métropole aux infractions violentes mais présentent des dynamiques variées en 2019.

Une approche territoriale de l'impact des manifestations sociales a pu être menée à travers la mesure de la variation des enregistrements de différentes infractions (dégradations et violences et outrages à l'égard des personnes dépositaires de l'autorité publique) par la police et la gendarmerie. Sur l'ensemble des samedis de la période, l'indicateur synthétique de l'impact des manifestations « gilets jaunes » a plus que doublé par rapport à l'année précédente à Bordeaux (+180 %), Charleville-Mézières (+164 %), Rouen (+116 %), Toulouse et Caen (+113 % chacune) et Paris (+107 %). En comparaison, les hausses sont beaucoup plus



## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

mesurées pour les villes de Lyon et Reims (+38 % chacune), Metz (+37 %), Lille (+34 %), Nice (+26 %) et Marseille (+22 %).

Les données relatives à la délinquance enregistrée par la police et la gendarmerie nationales sont systématiquement complétées ici par des résultats de l'enquête de victimation *Cadre de vie et sécurité* (CVS) réalisée chaque année par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), en partenariat avec l'Observatoire national de la délinquance et de la réponse pénale (ONDRP) et le SSMSI, auprès d'un échantillon de la population, car les victimes d'infractions ne déposent pas toujours plainte.

À propos du SSMSI (Service statistique ministériel de la sécurité intérieure) :

Le SSMSI a été créé en 2014 au sein de l'administration du ministère de l'Intérieur. Ses missions sont : la mise à disposition du grand public de données statistiques et d'analyses sur la sécurité intérieure et la délinquance, dans le respect des règles techniques et déontologiques de fiabilité et de neutralité de la statistique publique ; l'assistance aux administrations de la police et de la gendarmerie dans l'accomplissement de leurs missions, par un éclairage statistique sur la délinquance, son contexte et l'impact des politiques publiques. Les données utilisées reposent sur deux piliers qui se complètent et s'enrichissent : les fichiers administratifs résultant des missions exercées par la police et la gendarmerie nationales (enregistrements ou révélations de faits de délinquance, signalements, ...) ; les enquêtes statistiques de victimation qui permettent notamment de mesurer l'ensemble des victimes d'infractions, y compris celles qui ne déposent pas plainte.

Site internet du SSMSI : <https://www.interieur.gouv.fr/Interstats/Actualites>  
Pour suivre l'actualité du service : [https://twitter.com/Interieur\\_stats](https://twitter.com/Interieur_stats)